

## INTRODUCTION

### ROME AU MOYEN ÂGE : UNE HISTOIRE MARGINALE ?

Écrire l'histoire de Rome au Moyen Âge, est-ce écrire une histoire en marge ? À bien des égards, la Rome des Romains est secondaire : en marge de l'histoire de la papauté, de la curie, de la construction des États pontificaux tout d'abord. À l'ombre de l'histoire des grandes cités d'Italie septentrionale, Florence, Venise, Milan ensuite. Dans l'historiographie médiévale, Rome est un objet historique excentré<sup>1</sup> : à la jonction entre Italie du Nord et Mezzogiorno, Rome est au début du xv<sup>e</sup> siècle une ville moyenne d'Italie centrale.

Ce décentrement géographique a déteint sur l'image de la Rome médiévale : longtemps l'historiographie souligna sa spécificité, son originalité irréductible au sein du paysage des villes d'Italie. Ce n'est qu'au cours des dernières années que ce préjugé historiographique fut revu et corrigé, par la mise en lumière de similitudes entre la société romaine et les sociétés urbaines d'Italie du Nord : cet alignement sur les modèles et les schémas généraux dégagés pour d'autres réalités urbaines est défendu par Jean-Claude Maire Vigueur pour la période communale (XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles), par Chris Wickham pour la période antérieure (900-1150)<sup>2</sup>. Ce renversement historiographique replace Rome au centre de l'attention, comme un laboratoire qui pourrait nous amener à réviser notre manière de penser les sociétés non romaines.

<sup>1</sup> CAROCCI 1993, p. 8-9.

<sup>2</sup> MAIRE VIGUEUR 2010 ; WICKHAM 2015. Ou encore par E. Igor Mineo qui, à propos de la noblesse romaine, argumente en faveur d'une conformité de la Rome du XV<sup>e</sup> siècle par rapport aux autres villes d'Italie : « Vorrei provare invece a vedere se e come l'inserimento stabile di Roma nella comparazione con aree più spiccatamente connotate (in senso comunale o monarchico) confermi la coerenza dei caratteri di fondo di ciascuna di quelle aree o se invece aiuti una loro possibile decostruzione ; e, quindi, fino che punto gli schemi interpretativi elaborati per gli ambiti comunali o quelli monarchici possono essere utilizzati nel contesto romano, e fino a che punto la ricerca su Roma condizioni e trasformi ora il nostro modo di pensare le aristocrazie non romane » (MINEO 2006, p. 43).

*Rome capitale : genèse d'une nouvelle centralité*

*Rome est à la tête du monde, et quelque  
vieille et délabrée qu'elle soit, elle est sans  
l'ombre d'un doute la tête de toute la Terre*<sup>3</sup>.

Au XIV<sup>e</sup> siècle, Rome est une capitale en puissance. Pétrarque énonce dans ses *Lettres familières* l'inadéquation entre la ville et son mythe: le paysage urbain qu'offre cette ville moyenne d'Italie centrale ne correspond guère au mythe de Rome, celui de la capitale universelle et intemporelle<sup>4</sup>. Il est vrai que pendant la période médiévale, Rome fut rarement capitale, même au niveau régional. Les Ottoniens n'en firent pas leur capitale impériale et, entre le XI<sup>e</sup> et la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, Rome ne fut que par intermittence la capitale des papes. Capitale éphémère, la ville et son idée se dissocièrent – ce que résume fort bien au XIV<sup>e</sup> siècle la formule *Ubi est papa, ibi est Roma*. Ainsi, pour reprendre les mots de Pascal Montaubin, avant le XV<sup>e</sup> siècle, Rome « fut à la fois ou successivement une capitale virtuelle, une capitale à éclipse, une capitale déchuë pour l'empereur trop germanique, pour la commune incapable de transformer son *contado* en État, mais aussi pour la papauté »<sup>5</sup>. Capitale contingente, elle n'était capitale impériale que l'espace d'une journée, au moment du couronnement impérial et c'est seulement lorsque le pape y résidait avec la curie que Rome assumait pleinement le statut de capitale pontificale, temporelle et spirituelle.

Après la parenthèse du Schisme, le retour et l'installation progressive des papes et de la curie à Rome confèrent à la ville une nouvelle centralité dans la péninsule italienne et, dans une certaine mesure, à l'échelle européenne<sup>6</sup>. Amorcée dès le pontificat de Martin V (1417-1431), l'affirmation de l'autorité temporelle du pape sur le territoire des États pontificaux entre le milieu du XV<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle fait de Rome la capitale d'un État régional émergent. La dilatation de la cour pontificale, l'essor du personnel de la curie<sup>7</sup> et l'ampleur des enjeux qui s'y jouent renforcent le pouvoir d'attraction de Rome en Italie: l'alliance réciproque qui se noue entre l'Église et la noblesse italienne – en particulier avec une noblesse récente, urbaine, qui a construit son ascension sociale sur le grand commerce et la banque – constitue un *patto storico* bien mis en évidence par Paolo Prodi<sup>8</sup>. La curie pontificale devient l'unique référence pour cette noblesse en construction, parfois par-delà même

<sup>3</sup> Pétrarque, XI, 7, p. 362-363 : *mundi caput est Roma, et licet obsoletum impexumque, terrarum caput omnium haud dubie Roma est.*

<sup>4</sup> GIARDINA – VAUCHEZ 2000.

<sup>5</sup> MONTAUBIN 2006.

<sup>6</sup> CHITTOLINI 1994; CAROCCI 2010b, « Introduzione », p. 7-43.

<sup>7</sup> Comme l'ont admirablement démontré les deux prosopographies désormais classiques consacrées au personnel de la curie : PARTNER 1990; FRENZ 1986.

<sup>8</sup> PRODI 1982.

l'appartenance à leur région d'origine : cette dépendance est accentuée par la mainmise des papes sur la collation des charges ecclésiastiques locales, dont ils dépossèdent progressivement les pouvoirs régionaux. La présence à la curie apparaît dès lors comme une nécessité pour la noblesse italienne à tel point que l'on assiste, au cours du XV<sup>e</sup> siècle, à une italianisation de la curie pontificale<sup>9</sup>. L'attractivité de Rome est encore renforcée par le système de la vénalité des offices, mis en place à partir du pontificat de Sixte IV, dans les années 1470. Celle-ci constitue sans nul doute l'un des principaux facteurs d'attraction et de stabilisation des étrangers à Rome<sup>10</sup>. La symbiose entre l'affirmation du pouvoir pontifical et la consolidation de l'ascension sociale récente de cette noblesse marchande transforme radicalement la physionomie de la société romaine qui acquiert toutes les caractéristiques d'une société de cour.

### *À l'ombre de la curie : écrire l'histoire d'une Autre Rome*

#### Une histoire sous tutelle pontificale ?

L'histoire de la Rome du Quattrocento a d'abord été lue au travers du prisme pontifical, comme une annexe de l'histoire de la papauté et de la curie romaine : histoire événementielle comme le fut celle de Ferdinand Gregorovius, histoire de l'urbanisme et de l'architecture des palais renaissants constituèrent de premières approches. Cette première veine historiographique, celle des rapports entre le pape et la société romaine, connut une longue postérité : dans le courant historiographique de la constitution des États régionaux, Rome trouvait sa place à travers la construction des États pontificaux. De nombreux travaux s'intéressèrent à la fin de l'autonomie communale romaine entre 1398 et le pontificat de Martin V, soulignant la domination pontificale sur la ville des Romains qui, depuis les Constitutions égidiennes du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle appartenait aux *terrae immediate subiectae*. Sous Martin V, la mainmise du pape sur la cité aurait été accentuée par la crise politique et économique qu'affrontait la noblesse citadine romaine, affaiblie par les affrontements des dernières années du Schisme, ainsi que par l'installation à Rome des compagnies bancaires étrangères, *Romanam Curiam sequentes*, exigeant du pape qu'il rétablisse la paix sociale et l'ordre nécessaires à la sécurité de leurs investissements. Cette thèse d'une ingérence massive et directe du pape dans les affaires urbaines dès le pontificat de Martin V, défendue notamment par Peter Partner et Luciano Palermo<sup>11</sup>, connaît toutefois quelques détracteurs, dont Ludwig von Pastor qui va jusqu'à soutenir l'idée

<sup>9</sup> HURTUBISE 1991.

<sup>10</sup> PELLEGRINI 1994; CHITTOLINI – MICCOLI 1986; ROSA 1992.

<sup>11</sup> PARTNER 1958, p. 161-169; PALERMO 1979, p. 183.

d'un élargissement des prérogatives communales sous Martin V<sup>12</sup>. À la lumière des travaux récents sur les États régionaux d'Italie centro-septentrionale, qui mettent en avant le respect des législations locales par les pouvoirs princiers, il convient de redimensionner l'intervention pontificale dans la cité, au moins jusqu'à Sixte IV : en effet, tant les analyses de Giorgio Chittolini pour Urbino et Milan<sup>13</sup>, que celles de Gaetano Cozzi, Sergio Zamperetti et Gian Maria Varanini pour Venise<sup>14</sup>, ont montré que les pouvoirs centraux n'avaient pas cherché à modifier les anciens statuts urbains mais qu'au contraire, un certain pragmatisme politique leur avait dicté la reconnaissance formelle des statuts locaux. Or, et c'est un événement qui fut sous-estimé ou mésinterprété par les historiens, l'un des premiers actes politiques de Martin V fut la reconnaissance des statuts urbains de 1360 : ce geste s'accompagna d'un premier volet d'interventions pontificales dans la cité qui n'avaient d'autre but que la défense de l'application des statuts en vigueur et la volonté de rétablir l'ordre public et la paix sociale dans Rome<sup>15</sup>. Le chroniqueur Stefano Infessura l'avait du reste fort bien compris :

Sitôt de retour à Rome, le pape Martin voulut rendre la justice, car Rome était en proie au désordre, et pleine de voleurs : il prit sans tarder toutes les mesures nécessaires, visant d'abord ceux qui dépouillaient les pauvres pèlerins qui venaient à Rome pour le pardon<sup>16</sup>.

Ainsi, le cas romain s'inscrit pleinement dans les réflexions historiographiques contemporaines sur les rapports entre pouvoir central et pouvoirs locaux.

#### Nouveaux courants historiographiques

Bien sûr, une histoire de Rome au XV<sup>e</sup> siècle ne peut faire l'économie de la présence pontificale : toutefois, de la même manière que l'on révisa l'ingérence du pape dans les affaires de la cité, le regard se porta résolument vers l'Autre Rome<sup>17</sup>, c'est-à-dire vers la Rome des Romains. Ce faisant, l'historiographie romaine s'affranchit de la tutelle pontificale et suscita l'éclosion d'un champ d'études nouveau et fécond. Cette nouvelle histoire mit au premier plan les trajectoires, les activités, les représentations de la société romaine : moins spectaculaire, moins bien documentée que l'histoire de la papauté, cette entreprise mit au jour de nouvelles archives et renouvela notre

<sup>12</sup> VON PASTOR 1943-1960, p. 232. Voir aussi TOMMASINI 1887, p. 181.

<sup>13</sup> CHITTOLINI 1979, 1982 et 1986.

<sup>14</sup> COZZI 1980 ; ZAMPERETTI 1991 ; VARANINI 1991.

<sup>15</sup> CARVALE 1992, p. 11.

<sup>16</sup> INFESSURA, p. 23 : « Et gionto che fu papa Martino, volle amministrare giustizia, perché Roma stava molto scorretta, et era piena di ladri, et subito provide a tutte le cose, massime a quelli che rubbavano li poveri romieri, che venivano alla perdonanza di Roma ».

<sup>17</sup> MAIRE VIGUEUR 2010.

connaissance de cette société urbaine. Une série de colloques – dont ceux consacrés aux pontificats de Martin V et de Sixte IV, mais aussi le colloque *Roma Capitale* en 1992<sup>18</sup> –, de nombreuses et belles publications sur des thématiques très diverses, quelques monographies consacrées à une famille (Porcari, Leni)<sup>19</sup> ou à un groupe social (les *speziali*)<sup>20</sup>, témoignent de l'avancée des réflexions dans des directions très diverses: aussi bien les importations, le crédit, le marché immobilier que les structures familiales, les pratiques matrimoniales ou la définition de la noblesse citadine romaine furent interrogés, avec le soutien de plusieurs institutions de recherche, dont l'association Roma nel Rinascimento.

Cet affranchissement à l'égard de l'ancienne hégémonie exercée par l'histoire de la papauté ne signifie pas pour autant un reniement de la présence pontificale: le pape et la curie demeurent tout au moins une toile de fond sinon un aspect essentiel de la recherche, comme l'indiquent du reste les titres des colloques que je viens de citer. Pour ma part, j'ai pris en compte la papauté en tant que catalyseur de la croissance, mais aussi en tant qu'acteur d'encadrement de l'économie et de la société urbaines: les interventions pontificales déterminent les rythmes et mouvements macro-économiques, à travers la politique annonaire notamment, tout comme elles s'intéressent à restaurer l'image de Rome en tant que ville de cour. L'implication du pape dans la cité diffère peu de l'attitude des autres souverains temporels, à ceci près qu'il investit sa ville d'une dimension universelle sans équivalent. L'une des questions ouvertes par le cas romain est de comprendre comment s'articulent pouvoir princier et économie locale. Autrement dit, quel est le degré d'imbrication de l'économie dans le politique, ou quel est le degré d'autonomie de la sphère économique? Rome présente un intérêt méthodologique de ce point de vue, comme cas limite: d'abord par la nature même de ce pouvoir princier, temporel, spirituel, universel; ensuite parce qu'à Rome la croissance est allo-gène, que les changements économiques et sociaux sont en grande partie provoqués par le retour de la curie à Rome et qu'en ce sens le lien de dépendance entre l'Autre Rome et la papauté semble indéfectible.

#### MODERNE XV<sup>e</sup> SIÈCLE ? ABORDER LA CHRONOLOGIE

Les bornes chronologiques retenues comme cadre d'étude sont larges (1398-1527) et embrassent un long XV<sup>e</sup> siècle, solidement ancré dans la fin du Trecento comme dans les premières décennies

<sup>18</sup> *Alle origini* 1992; *Sisto IV* 1986; *Roma capitale* 1994.

<sup>19</sup> MODIGLIANI 1994a; AIT – VAQUERO PIÑEIRO 2000.

<sup>20</sup> AIT 1996a.

de l'époque moderne. Inévitablement, elles portent à s'interroger sur la notion de transition, de changement d'époque, de modernité, d'autant plus que l'objet même de cette recherche visait, dès l'abord, à étudier les transformations de l'économie romaine, les mutations de la société urbaine, provoquées par une nouvelle conjoncture politique, démographique, économique. Pourtant un premier doute surgit : la construction même de l'objet d'étude n'était-elle pas influencée par une historiographie très ancienne, celle des récits de voyageurs, des lettres d'ambassadeurs, des textes humanistes contemporains ? Après s'être affranchie d'un premier prisme, celui de l'histoire pontificale, l'historiographie de la Rome du Quattrocento n'est-elle pas profondément imprégnée, une fois encore, du mythe de Rome ?

### *Se départir du mythe de Rome*

Avant que d'être une réalité urbaine, économique et sociale, Rome est une idée, un mythe qui associe de manière oxymorique la grandeur de l'antique cité et la décadence du peuple romain. Aux Romains du Moyen Âge sont prêtés tous les vices : l'avarice, l'orgueil, l'ignorance. La violence et l'injustice parachèvent un bien sombre tableau : Bernard de Clairvaux, dans son *De Consideratione*, met en garde le pape contre le peuple romain, « troupeau de loups »<sup>21</sup>. Au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, un marchand florentin se plaint dans sa correspondance de l'insécurité latente qui règne dans Rome :

Cette terre est un repaire de brigands : chaque jour on y vole et on y tue, comme si les hommes étaient des moutons. Et tuer ne leur suffit pas, il faut encore qu'ils les découpent en morceaux comme de vulgaires radis<sup>22</sup> !

Les chroniqueurs romains en conviennent, déplorant un climat de violence gratuite et généralisée : *e così Roma era senza giustizia* répète à l'envi Antonio de Vasco dans son *diario*. À la fin de l'année 1485, la ville vit au rythme des larcins, des cambriolages et des assassinats, à l'ombre des luttes de faction entre Colonna et Orsini :

En ce temps-là Rome était devenue invivable, à cause des nombreux crimes qui y étaient perpétrés. Personne ne rendait la justice : devant l'église Santa Maria in Via Lata, en deux jours, on trouva trois cadavres, comme enterrés vivants, et chaque nuit des maisons étaient forcées et pillées<sup>23</sup>.

<sup>21</sup> CAMERANO 1998.

<sup>22</sup> « Questa terra è una spiluncha de ladri : ogni dì se ruba et occidesi, chome gl'uomeni fossero castroni ; non basta la moria che v'è ché anchora se tagliano a peçi come rape ». FLAMINI 1891, p. 610-611 ; MIGLIO 1983, p. 261-262.

<sup>23</sup> VASCO, p. 533 : « in questo medesimo tempo in Roma si viveva alla peggio per li molti malefitii che si commettevano ; e non si teneva ragione alcuna, e perché a Santa Maria in Via Lata si trovarono in due mattine tre huomini morti e messi in tombe quasi vivi, et ogni notte si spontecchiava qualche casa per robbare ».

Ce même chroniqueur se fait romancier lorsqu'il raconte, au style indirect libre, les barricades, les combats de rue, les affrontements pour le contrôle des routes et des ponts :

Ce 2 décembre, les gonfaloniers de l'Église et le capitaine étaient allés à la rencontre de ceux qui tenaient le pont [*le pont Salario, au nord de Rome*] pour leur dire qu'ils devaient se rendre, sans quoi ils les pendraient haut et court; ceux qui gardaient le pont leur répondirent alors qu'ils n'avaient que faire de leur requête et de leurs menaces et que s'ils voulaient venir les trouver, ils les attendaient de pied ferme et qu'ils leur feraient voir de quoi ils étaient capables<sup>24</sup>!

Dans les derniers siècles du Moyen Âge, la simple évocation de Rome et des Romains suffit à convoquer à l'esprit l'image d'une ville en ruines, décadente et laissée à l'abandon, dans laquelle divaguent les animaux domestiques ou sauvages<sup>25</sup>. Écoutons par exemple Alberto degli Alberti, dans l'une des lettres qu'il adressa à Giovanni de' Medici en 1443 :

L'état dans lequel se trouve cette ville, tu as déjà dû en entendre parler, mais je veux quand même t'en dire rapidement un mot. Il s'y trouve de nombreux palais majestueux, des résidences, des sépultures, des temples et d'autres ornements, et à l'infini, mais qui sont tous en ruines; tant de porphyres et de marbres antiques, et ces marbres que tous les jours on détruit pour faire de la chaux, quelle honte!<sup>26</sup>

Le pillage des monuments antiques pour alimenter les fours à chaux est un scandale pour le Florentin, et le signe de l'irrespect des Romains envers leur propre passé. Leur arrogance dérive précisément de leur manque de sens historique : au XIII<sup>e</sup> siècle, Clément IV déploreait les illusions de la société romaine, incapable d'admettre la fin de son *imperium*<sup>27</sup>.

Sous le regard des voyageurs étrangers et des humanistes, la Rome médiévale est devenue l'antithèse de la Rome antique. L'ignorance des Romains serait d'abord oubli de leur propre passé. Dans son récit de voyage rédigé vers 1437, Pero Tafur, un noble andalou, s'en étonne :

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 531 : « Ricordo che in questo istesso giorno 2 dicembre li confalonieri della Chiesa con il capitano andarono al detto ponte e mandaro uno trombetta a dire alli custodi che tenevano detto ponte si dovessero rendere, se non, che li impiccarebbero; li quali custodi risposero che essi poco stimavano loro parole né minaccie, e che se volevano andare a trovarli, che li aspettavano e che gli mostrariano quello sapessero fare ».

<sup>25</sup> CAMERANO 1998.

<sup>26</sup> « Le conditioni di questa città da altri debbi avere sentite, pure su brevità te le repplico. Molti ediffitii di pallazzi trionfali, di rssidentie, di sepulture, di templi e di altri ornamenti ci sono, et copia infinita, ma tutti rovinati, porffidi et marmi assai di quelle cose antiche, e quali marmi tutte giorno per chalcina si disfanno, che è una villania » : FABRONI, p. 165-166. La lettre date du 22 mars 1443. Il ajoute que les femmes romaines ne sont pas très avenantes, à l'exception de leur visage, sans doute parce qu'elles font la cuisine toute la journée dit-il. MIGLIO 1983, p. 261.

<sup>27</sup> *Mundi dominium subiectum sibi potius, quam ad alios translatum* : FEDELE 1923, p. 116.

Je n'ai trouvé personne dans Rome qui puisse m'éclairer sur les monuments antiques qui m'intéressaient. Ils connaissent en revanche parfaitement les tavernes et les lieux mal-famés, sur lesquels ils auraient pu me renseigner avec beaucoup de zèle. On dit qu'ils ne dînent jamais chez eux et leur accoutrement comme leur maintien, aussi bien à l'intérieur que dans la rue, montrent clairement ce qu'ils sont. Cela est vrai de la majorité d'entre eux car il est certain qu'une si grande multitude doit bien compter quelques vertueuses exceptions. On dit que Rome, même dépeuplée, est encore la plus grande ville chrétienne du monde : pourtant à l'intérieur des murs combien d'endroits ressemblent à des forêts épaisses où vivent des bêtes sauvages, lièvres, renards, loups, cerfs et même, dit-on, des porcs-épics<sup>28</sup>.

À la désolation du paysage urbain après le schisme, fait écho la rusticité des habitants, qui vivent dans le temps présent, *hic et nunc*. La perte du sens de l'Histoire est l'essence même d'une période de *tenebrae*, de cette *media tempestas* qu'est le Moyen Âge pour les premiers humanistes<sup>29</sup>. Cette période intermédiaire est à proprement parler anhistorique, hors de la temporalité historique, depuis la catastrophe de la chute de Rome et de la fin de l'Empire romain. De sorte que Rome est l'une des hypostases de la notion de Moyen Âge telle qu'elle est en train de se construire au XV<sup>e</sup> siècle et que les descriptions de la Rome médiévale doivent être lues comme des allégories de l'idée de Moyen Âge.

De cette allégorisation dérive un second thème, celui de la *Roma instaurata*<sup>30</sup> : ultime avatar de la *translatio imperii*, cette restauration voudrait réunir la ville et son mythe. Dès lors le discours s'orienta vers la démonstration du changement : les transformations que connurent la ville, son économie, sa société devinrent des arguments en faveur de la thèse d'un changement d'époque, d'une accélération du temps historique. De ce fait, les historiens n'ont-ils pas été influencés dans leur recherche par ce qui était devenu une évidence ? N'aurait-on pas intérêt à questionner ce qui paraît à tous incontestable ? Il convient d'adopter autant que possible un regard neuf et critique pour aborder les scansionnements de la chronologie.

<sup>28</sup> « Jamás fallé un ombre en Roma que me sopiese dar razón de aquellas cosas antiguas por qué yo demandava ; mas creo que lo supieran dar de las tavernas e lugares desonestos. Diçen que por maravilla ninguno dellos comen en sus casas ; e bien muestran sus gestos e atavíos, así de fuera como de dentro de casa, quién ellos son. Esto digo por la mayor parte, que non es dubda en tanta multitud que non aya algunos buenos. Diçen que Roma, aunque despoblada, tiene más gente que ningunt pueblo del mundo de christianos ; pero en partes ay del muro adentro que non paresçe si non una montaña espesa, e ay muchas salvaginas que crían en aquellas cuevas, así como liebres e raposos, e lobos e ciervos, e diçen que puercrespines ». VIVES GATELL 1946 ; VAQUERO PIÑEIRO 2001, p. 26-49.

<sup>29</sup> Sur les humanistes et l'idée de Rome : GAETA 1977 ; STINGER 1994.

<sup>30</sup> BIONDO.



*Périodisation : le XV<sup>e</sup> siècle, genèse de la modernité ?*

Inspirée par la lecture de certaines sources narratives, l'une des thématiques transversales de toute la littérature scientifique consacrée à la Rome du Quattrocento porte sur la question de la modernité. En d'autres termes, la problématique sous-jacente à bien des recherches est celle de la transition entre « Moyen Âge » et « Renaissance », de la crise d'une société médiévale, de la continuité des anciens modèles ou de la rupture consommée avec le siècle précédent. Le concept commode de « transition » permet de rendre compte des permanences et des transformations qui travaillent le XV<sup>e</sup> siècle, montrant des effets d'accélération, d'intensification préparant le XVI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire l'entrée dans la modernité. Y a-t-il pour autant là un changement d'époque, un effet de seuil, un saut qualitatif de nature à justifier l'emploi de la notion de « transition » ? Cédant à la tentation du mythe des origines et de la genèse, les historiens n'ont-ils pas essentialisé le « XV<sup>e</sup> siècle » pour l'ériger en synonyme du « changement d'époque » ? Je ne prétends pas infirmer ici cet état de fait, mais il m'apparaît nécessaire de formuler une précaution liminaire fondamentale : mon propos n'est pas ici de chercher à donner des preuves de l'existence de ce changement d'époque et j'ai abordé mon objet d'étude, la Rome du XV<sup>e</sup> siècle, en tentant de m'abstraire de cet *a priori*, pourtant si profondément ancré dans l'imaginaire collectif, que la fin du XV<sup>e</sup> siècle marquait une rupture irréversible.

Du point de vue de l'histoire économique, l'horizon d'attente analytique de la genèse du capitalisme, la quête téléologique des ferments de la croissance économique moderne, ont longtemps conditionné le discours des historiens – jusqu'aux années 1950-1960 au moins – qui « modernisèrent » la fin du Moyen Âge<sup>31</sup>. Le point de mire de la modernité économique conduisit à une historicisation des catégories de la pensée économique, hypostasiées dans une chronologie orientée<sup>32</sup>. Pour dépasser l'opposition entre primitivisme et modernisme, les historiens relisent les motivations et les rationalités économiques des acteurs du passé en partant des catégories, du lexique et des représentations indigènes. La prise en compte des tensions inhérentes aux économies et aux sociétés médiévales, de leur profonde altérité par rapport à notre monde contemporain, doit permettre d'éviter les pièges de la téléologie et de la rétroaction.

La périodisation pour laquelle j'ai opté est celle d'un long XV<sup>e</sup> siècle (1398-1527) dont les bornes, par nature artificielles, ne sont pas appréhendées comme des moments de rupture majeurs. Certes, 1398 marque la fin de l'autonomie communale mais ouvre une longue période

<sup>31</sup> HAUSER 1930; NORTH – THOMAS 1973; EPSTEIN 2000.

<sup>32</sup> Cette réflexion s'inspire de la communication de Guillaume Calafat (« Des seuils économiques de la modernité ? », 31 mai 2016) au séminaire de Patrick Boucheron au collège de France (*Les effets de la modernité : expériences historiographiques*).

d'incertitude qui dure au moins jusqu'au milieu du siècle suivant<sup>33</sup>. La catastrophe de 1527 ne signe pas davantage un changement d'époque et les conséquences du Sac de Rome ont récemment été revisitées par Manfredo Tafuri, dans son compte-rendu du livre d'André Chastel<sup>34</sup>, puis par Anna Esposito et Manuel Vaquero Piñeiro<sup>35</sup>: les sources littéraires avaient forgé un récit apocalyptique du Sac, perçu par les contemporains comme l'expression du châtement divin. Le Florentin Luigi Guicciardini justifiait ainsi les massacres comme l'expiation des péchés d'avarice et de luxure commis par les prélats et les courtisans: nouvelle Babylone, Rome apparaît sous sa plume comme la ville de l'argent, des marchandises et des plaisirs<sup>36</sup>. Remarquons l'inversion spectaculaire des représentations, de la Rome rurale à la ville moderne. En vérité dans cette littérature de genre, la ville est exclue: elle n'est que le théâtre inanimé des massacres. Ce que proposent Anna Esposito et Manuel Vaquero Piñeiro, c'est de reconsidérer Rome comme réalité urbaine, économique et sociale, pour s'affranchir une fois encore du mythe. À la lumière des sources notariées, ils nuancent la rupture de 1527, en montrant que l'événement ne fit que catalyser un processus de déclin déjà amorcé dans les années précédentes. Quelques signes annonciateurs indiquent une inflexion de la courbe démographique, une partie de la population ayant commencé à quitter Rome dès 1522, tandis que l'épidémie de mars-avril 1527 anticipait de quelques semaines l'entrée dans Rome des lansquenets de Charles Quint.

Tel est donc le cadre de l'enquête: les actes notariés constitueront son fondement mais devront être confrontés à l'ensemble de la documentation disponible pour tenter de reconstituer l'histoire économique et sociale de l'Autre Rome au XV<sup>e</sup> siècle.

FAIRE DE NÉCESSITÉ VERTU : CROISER LES SOURCES  
POUR ÉCRIRE UNE HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE ROME AU XV<sup>e</sup> SIÈCLE

*L'histoire est « connaissance par traces »<sup>37</sup>.*

Dresser un inventaire complet des sources écrites conservées pour la Rome du XV<sup>e</sup> siècle est une entreprise périlleuse: la dispersion de la documentation romaine dans des fonds d'archives divers concerne aussi bien les sources normatives que les registres notariés. Si les actes de la pratique constituent le coeur de mon corpus, j'ai tenté de les faire

<sup>33</sup> Voir chapitre 1.

<sup>34</sup> CHASTEL 1984; TAFURI 1985.

<sup>35</sup> ESPOSITO – VAQUERO PIÑEIRO 2005 et 2008.

<sup>36</sup> GUICCIARDINI, livre I, p. 125, livre II, p. 237: « Correvano ad ogn'ora in quell'infelice città danari, mercanzie e delizie, per satisfare all'insaziabile appetito e nefande voglie di tanto sfrenati prelati e cortigiani ».

<sup>37</sup> Sur cette expression: MORSEL 2016.

entrer en résonance avec toutes les autres sources à disposition. Faire la typologie des sources médiévales à Rome, c'est faire l'inventaire des manques : Isa Lori Sanfilippo disait avoir entrepris l'étude du Trecento romain avec les méthodes d'un haut-médiéviste<sup>38</sup>. Arnold Esch ne dit pas autre chose de sa première approche des archives romaines du Quattrocento<sup>39</sup>. On a souvent attribué ces lacunes documentaires au Sac de 1527 car certaines séries antérieures à cette date n'ont pas été préservées. Surtout, cette conservation aléatoire ne signifie pas seulement une diminution quantitative de la documentation : elle produit un effet de distorsion, un déséquilibre au sein du corpus disponible. Cette conservation asymétrique de la documentation pose un problème de taille, qui est celui de la représentativité des fonds conservés<sup>40</sup>.

Malgré la rareté des sources judiciaires et fiscales, l'absence de cadastre, de livres de comptes et de *ricordanze*, et malgré la disparition des archives familiales et d'une partie des registres notariés, la documentation est abondante et éclaire les pratiques et les vécus socio-économiques des Romains : il faut cependant pour cela apprendre à tirer parti de toutes les sources existantes, à les imbriquer, à les confronter. Si certaines sources ne sont pas *a priori* considérées comme des sources de l'histoire économique et sociale, elles peuvent le devenir pour peu qu'on les interroge en ce sens<sup>41</sup>. C'est cette *via difficilior* que j'ai empruntée, mais c'est la seule qui s'ouvre à nous.

Je ne me propose pas ici de présenter dans le détail chacun des fonds dépouillés et exploités dans ce livre : leurs caractéristiques, leur intérêt et leurs limites, la manière dont je les ai approchés seront approfondis au moment où ils seront convoqués à l'appui de la démonstration, dans les chapitres qui vont suivre. Je me contenterai donc ici d'esquisser une présentation d'ensemble du panorama documentaire avant de m'attarder sur le cas des sources notariées puisque c'est sur elles que repose en grande partie ma recherche.

À mesure que l'on pratique les fonds d'archives romains de la fin du Moyen Âge, une première évidence s'impose : celle de la densification du matériel documentaire à partir du milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Celle-ci s'explique en partie par une volonté de rassemblement et de conservation des archives dès l'avènement de Martin V<sup>42</sup> : cette nouvelle exigence est exposée par Niccolò Signorili, en 1425, dans le *De iuribus et excellentiis Urbis Romae*<sup>43</sup>. Il s'agit d'effacer les négligences du passé (*temporum praeteritorum nequitia*) et par là, les désordres et les guerres des décennies antérieures. En outre, à cause des hasards de la conservation, parce que l'histoire de Rome fut plus troublée dans la première

<sup>38</sup> LORI SANFILIPPO 2001, p. V-VII.

<sup>39</sup> ESCH 2005, p. 3-4.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 4 ; Esch 2000b.

<sup>41</sup> ESCH 2005, p. 29, où il rappelle le travail qu'il entreprit en ce sens à partir du procès de canonisation de Santa Francesca Romana.

<sup>42</sup> PAVAN 1992, p. 302.

<sup>43</sup> Partiellement édité : VALENTINI – ZUCCHETTI 1953, p. 151-208.

moitié du siècle, et du fait de l'accélération de la croissance dans le dernier tiers du siècle, la masse de la documentation conservée s'étoffe après les années 1440. Rien de surprenant à cela, mais l'historien est tributaire de cet effet de source, même si celui-ci lui donne déjà une première intuition quant à la reprise de l'activité économique dans la seconde moitié de la période.

### *Les sources normatives*

Les statuts urbains en vigueur dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle sont les statuts de la Commune de Rome édictés en 1360 (ou 1363), qui ont été publiés par Camillo Re à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>44</sup>. Ils ont été réformés en 1469 à l'initiative du pape Paul II : cette seconde version est inédite et est actuellement conservée à l'Archivio Storico Capitolino<sup>45</sup>. Ce document est l'unique exemplaire manuscrit conservé, rédigé par Oddo de Beka *Alamannus de Bragantia* en 1486 pour le gouvernement urbain<sup>46</sup>. La confrontation des deux versions montre clairement qu'en fait de réforme, il s'agit d'une simple confirmation des statuts de 1360 : si l'on excepte quelques modifications significatives mais somme toute mineures<sup>47</sup>, le texte de 1469 se contente de réactualiser les anciens statuts, à tel point qu'en recopiant littéralement les anciennes rubriques, le notaire omit parfois un mot. Par conséquent, je ferai référence aux statuts de 1360 en donnant en regard la référence aux statuts rénovés de 1469 et en soulignant les éventuelles variations lorsqu'elles existent.

À de multiples reprises, je ferai également appel aux décrets promulgués au cours du XV<sup>e</sup> siècle par le gouvernement urbain<sup>48</sup>, ainsi qu'à la législation pontificale (bulles, décrets, bref...) qui encadrent l'économie urbaine et réglementent les pratiques sociales : l'ingérence pontificale dans la cité fait du pape l'un des protagonistes de l'histoire économique et sociale romaine et c'est à ce titre que cette documentation sera convoquée<sup>49</sup>.

Quant aux statuts de métiers, qui sont rarement restés aux mains de leur institution d'origine et ont été versés dans les collections des bibliothèques ou auprès d'autres fonds d'archives<sup>50</sup>, ils sont pour l'essentiel encore inédits : leur mise par écrit est tardive, puisqu'elle date précisément de la période qui nous occupe.

<sup>44</sup> Statuts urbains de 1360 : RE 1880.

<sup>45</sup> Statuts urbains de 1469 : ASC, *Camera Capitolina, Notarile, Cred.* IV, t. 88, f. 1 sq., *Statuta alme urbis Rome edita sanctissimo domino nostro Paulo II pontifice maximo imperante.*

<sup>46</sup> PAVAN 1996, p. 326, note 34.

<sup>47</sup> Voir chapitre 6.

<sup>48</sup> Ils sont en partie publiés : RE 1928.

<sup>49</sup> Voir chapitre 1.

<sup>50</sup> LANCONELLI 1983.

### *Les «recensements» de 1517 et 1526*

Les deux «recensements» de 1517 et 1526 fournissent deux listes de population, organisées l'une par paroisse, l'autre par *rione*, mais celles-ci sont très lacunaires. Le manuscrit de 1517 est actuellement conservé à la Bibliothèque Vaticane<sup>51</sup>. Pour la *Descriptio Urbis* de 1526, l'ancienne édition de Domenico Gnoli se fondait sur deux copies datant de la fin du XVIII<sup>e</sup> ou du début du XIX<sup>e</sup> siècle: il n'eut pas accès à l'unique version du XVI<sup>e</sup> siècle dont nous disposons, vendue à un particulier quelques décennies après sa rédaction et emportée en Angleterre. Racheté par le British Museum, ce manuscrit est aujourd'hui conservé par la British Library et c'est ce document dont Egmont Lee a récemment établi la réédition critique<sup>52</sup>. Le premier «recensement», réalisé à des fins fiscales sous Léon X, éclaire les structures de propriété et l'urbanisme, mais fournit peu d'éléments sur les activités de production artisanale ou de commerce. L'objectif de la *Descriptio* de 1526 demeure incertain: peut-être s'agissait-il d'évaluer les besoins en grain, en vue de garantir l'approvisionnement de la ville en ces temps de crise.

### *Les archives de la Camera Urbis*

Ce qui subsiste des archives de la commune de Rome pour le XV<sup>e</sup> siècle se trouve dans le fonds de la *Camera Urbis*, conservé par l'Archivio di Stato au sein du *Camerale I* – qui correspond à une partie des archives de la Chambre apostolique. De ce point de vue, l'assujettissement de la commune de Rome à l'autorité pontificale et l'intégration des institutions communales dans la Chambre apostolique est une chance pour l'historien: l'exemple des *Mandati Camerali* est éloquent puisqu'ils renseignent non seulement sur le personnel de la curie ou les magistratures municipales, mais aussi sur de nombreuses auberges romaines qui accueillirent la suite de l'empereur Frédéric III en 1468<sup>53</sup>.

Ce fonds est d'une richesse incomparable pour l'étude des importations et des exportations – et pour une fois Rome surclasse Florence et même les villes portuaires italiennes<sup>54</sup> – puisqu'il comprend plusieurs séries de registres de douanes, dont la douane de Sant'Eustachio (1452-1462), la douane de Ripa (1452-1465), la douane de la *Grascia*

<sup>51</sup> BAV, *Vat. lat.* 11985.

<sup>52</sup> British Library, Additional Manuscript 38,025. LEE 2006: l'ouvrage comporte la réédition critique et commentée des deux «recensements», aussi bien celui de 1517 que celui de 1526. Cet ouvrage vient amender les précédentes éditions: ARMELLINI 1882; GNOLI 1894; LEE 1985. Voir également LIVI 1914.

<sup>53</sup> ESCH 2005, p. 4-5.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 13.

(1447-1480)<sup>55</sup>. En moyenne, la douane de Sant'Eustachio livre chaque année le détail de 600 cargaisons, soit un total de 4500 enregistrements ! Avec une limite toutefois : ces registres ne disent rien de l'importation des biens en franchise de douane. Malgré tout, ils consentent à la fois une approche macro-économique, fondamentale pour comprendre les rythmes de la croissance économique<sup>56</sup>, tout en livrant des données précieuses sur les stratégies d'investissement des différents acteurs dans le grand commerce et les échanges. Pour ma part, j'ai mis à profit plus particulièrement les registres liés au grand élevage et à la vente du bétail sur pied : il s'agit des quatre gros volumes de la *gabella carnium* (1459, 1461, 1463 et 1478), jusqu'alors complètement ignorés par l'historiographie et qui m'ont permis de consacrer une étude approfondie aux bouchers romains<sup>57</sup>. Pour la *dohana pecudum*, il s'agit des cinq registres dénombrant les animaux qui paissent *in pascua Urbis* pendant l'hiver. L'ASR en conserve seulement quatre en réalité (pour les années 1447-1448, 1452-1453, 1454 et 1464-1465). Quant au cinquième, bien antérieur puisqu'il date vraisemblablement des années 1410, je l'ai exhumé d'un volume de la Biblioteca Roncioniana de Prato, où il était enchâssé dans une documentation qui lui est totalement étrangère<sup>58</sup> : il est l'un des plus notables exemples de l'inexplicable *peregrinatio* des archives romaines et il n'est pas improbable que d'autres archives ou bibliothèques non romaines recèlent encore d'anciens documents de la *Camera Urbis*.

Il faut y ajouter enfin les registres qui nous renseignent sur les charges et mandats attribués par la papauté (*Mandati et Ufficiali*), que j'ai utilisés très ponctuellement, ainsi que la série des *Libri denumptionum et annotationum Camere Urbis*, dont les dix registres conservés couvrent la période 1447-1492<sup>59</sup>.

#### *Actum Rome : notaires romains et pratiques notariales au XV<sup>e</sup> siècle*

Si la grande majorité des registres notariés sont conservés par l'Archivio di Stato di Roma, une petite partie s'est retrouvée à l'Archivio Storico Capitolino<sup>60</sup>. Jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les archives des notaires romains étaient transmises après leur décès à leurs héritiers, ou bien conservées dans la sacristie de l'église de l'Aracoeli, siège du collège des notaires, s'ils mouraient sans héritier<sup>61</sup>. En 1562, les

<sup>55</sup> Un registre des douanes, transféré au moment de la conquête napoléonienne, est toujours conservé à Paris : LOMBARDO 1994.

<sup>56</sup> Voir chapitre 1.

<sup>57</sup> Voir chapitre 3.

<sup>58</sup> Voir chapitre 2.

<sup>59</sup> ASR, *Camera Urbis*, registres 7 à 16. Voir chapitre 1.

<sup>60</sup> LODOLINI 1960 ; LORI SANFILIPPO 1990 ; VERDI 2011.

<sup>61</sup> C'est ce que prévoient les statuts du collège des notaires, réformés en 1446. LORI SANFILIPPO 2007.

Conservateurs, sur l'injonction de Pie IV, instituèrent pour la première fois des archives publiques – l'Archivio pubblico di Campidoglio – afin d'y regrouper les archives des notaires romains ou étrangers décédés<sup>62</sup>. Après 1562, les registres notariés conservés par l'Aracoeli furent donc transférés dans cette nouvelle institution, au sein du palais des Conservateurs, et gardés par les archivistes du Collegio dei Notai Capitolini.

La scission qui partagea en deux parts inégales le corpus du Collegio dei Notai Capitolini est la conséquence de la fondation de nouvelles archives par Urbain VIII en 1625<sup>63</sup>. Cet Archivio generale Urbano avait pour but de remédier à la dispersion des registres notariés dans les archives des institutions ecclésiastiques et dans les archives familiales privées. Il fut prescrit qu'une copie de tous les actes signés à Rome devrait y être versée. Toutefois, de nombreux originaux y sont également conservés, d'autant plus que la création de l'Archivio Urbano prévoyait le dépôt des archives de chaque notaire romain après son décès<sup>64</sup>. Dans le fonds *Ufficio 4* des Trenta Notai Capitolini, institution fondée par Sixte V en 1586, se trouvent également huit registres couvrant la fin du XV<sup>e</sup> siècle et le début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>65</sup>. Après l'unification italienne et de longues tractations entre la Commune, le Consiglio Notarile et l'Archivio di Stato, les archives notariées furent confiées à l'Archivio di Stato di Roma où Achille François en fit l'inventaire en 1886.

D'autres raisons peuvent expliquer la dissémination des registres notariés : le transfert d'une partie des manuscrits par les érudits qui fréquenterent assidûment archives et bibliothèques romaines dans leur bibliothèque privée en est une. C'est le cas de Girolamo Amati, érudit du XIX<sup>e</sup> siècle, qui préleva un certain nombre d'actes originaux dans les archives romaines : sa collection, reliée en trois volumes, fut achetée par la librairie Spithoever de Rome, qui la revendit à son tour à la Società di Studi Storico-Giuridici. Cette société ayant été dissoute, on ignore quel fut le sort de ces trois volumes<sup>66</sup>. En outre, les archives des confréries, des hôpitaux ainsi que les archives familiales recèlent une masse d'actes notariés non négligeable, copies comme originaux, dont il n'existe à ce jour aucun inventaire exhaustif<sup>67</sup>. Malgré l'aide précieuse apportée par quelques catalogues, tels que les volumes 990 et 991 pour les archives du Saint-Sauveur, seule une pratique opiniâtre du dépouillement aléatoire permet de (re)constituer un solide corpus documentaire : cette enquête, qui est au fondement même du travail de l'historien, s'avère particulièrement nécessaire et gratifiante lorsqu'il s'agit d'appréhender l'histoire des familles romaines, puisque la

<sup>62</sup> VERDI 2005 ; LORI SANFILIPPO 1992b.

<sup>63</sup> Bulle *Pastoralis officii* du 16 novembre 1625.

<sup>64</sup> CORBO 1984, p. 49-50.

<sup>65</sup> TRASELLI 1936 ; LOMBARDO 2012.

<sup>66</sup> GNOLI 1935, p. 214.

<sup>67</sup> ESPOSITO 1984.

plupart des archives familiales romaines ont disparu, en partie disséminées dans les archives des confréries et des hôpitaux<sup>68</sup>.

L'intégralité des registres notariés romains reste inédite, à deux exceptions près pour le XV<sup>e</sup> siècle: la première concerne les deux volumes du notaire Camillo Beneimbene, dont un inventaire a été publié par Ivan Parisi, indiquant pour chaque acte la date, la nature du contrat, les noms des contractants et des témoins<sup>69</sup>. Cet outil est extrêmement précieux, d'autant plus que la clientèle de Camillo Beneimbene est composée de l'aristocratie romaine et étrangère (y compris l'entourage pontifical), ainsi que de la très haute noblesse citadine romaine<sup>70</sup>. On pourrait déplorer toutefois que les prix de vente des propriétés foncières et immobilières n'aient pas toujours été reportés dans ce tableau. À l'opposé du spectre social, les carnets d'Evangelista de' Bistucci (m. 1500), notaire du *rione* Trevi, ont été publiés par Anna Modigliani<sup>71</sup>: cette source exceptionnelle, rédigée dans une langue vernaculaire imprégnée de syntaxe latine, éclaire la vie quotidienne des milieux populaires, romains comme étrangers, dans le *rione* Trevi sous le pontificat d'Alexandre VI. Deux petits registres de ce type ont été conservés: le premier comporte 18 folios, tandis que du second, enchâssé à l'intérieur d'un autre registre du même notaire, ne subsistent que quatre folios<sup>72</sup>. Evangelista de' Bistucci a en effet tenu parallèlement deux minutiers, l'un en langue vulgaire et consacré à cette clientèle locale composée des habitants du *rione* Trevi et résidant principalement autour de la piazza Sciarra, l'autre rédigé en latin étant réservé au reste de sa clientèle, plus fortunée<sup>73</sup>. Les deux petits registres édités se présentent comme des livres de comptes et contiennent des contrats de location immobilière, de petits crédits, des actes portant sur les relations entre petits artisans.

Le notaire, garant de la stabilité: l'authenticité des actes notariés<sup>74</sup>

Les fonds notariés romains sont une ressource inestimable. On retrouve la dissymétrie entre le premier XV<sup>e</sup> siècle (43 registres de 22 notaires qui ne renseignent parfois qu'une seule année) et le second (117 registres de 60 notaires uniquement pour le pontificat de Sixte IV)<sup>75</sup>.

<sup>68</sup> Sur la reconstitution des archives familiales, voir chapitre 6.

<sup>69</sup> PARIS 2006-2007. L'inventaire est précédé d'une introduction et accompagné d'un très précieux index des noms de personne. Quelques notaires romains de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle ont fait l'objet d'une édition: LORI SANFILIPPO 1986 et 1989; MOSTI 1991a, 1991b, 1994a et 1994b.

<sup>70</sup> ESPOSITO 2004a.

<sup>71</sup> MODIGLIANI 2004a.

<sup>72</sup> ASC, A.U., Sez. I, 66.

<sup>73</sup> On a conservé les registres d'Evangelista de' Bistucci pour la période 1456-1499.

<sup>74</sup> Sur les notaires et la production des actes notariés: MENANT 2009.

<sup>75</sup> Pour le pontificat de Martin V, nous avons conservé les registres de seulement 13 notaires, soit 34 minutiers parfois incomplets: pour certaines années (1426, 1429, 1431), un seul registre subsiste. LORI SANFILIPPO 1992b.



Dans l'Italie des derniers siècles du Moyen Âge, le recours au notaire est quasiment systématique, y compris pour des transactions d'un montant qui nous paraît dérisoire. Dans le contexte politique et social troublé qui caractérise la Rome de la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle, le notaire investi par l'autorité impériale de la *fides publica* apparaît comme le dernier garant de la stabilité et de la paix sociale<sup>76</sup> : la masse des minutes notariées, désormais rédigées sur papier, s'en ressent et les modes de validation et d'authentification des actes notariés sont renforcés.

Ce que conservent les registres notariés, ce sont les minutes, rarement les instruments. Ce que les notaires romains appellent *Liber* ou *quaternus* peut aussi bien n'être qu'un cahier de notes très brèves sous forme de *notulae*, que le registre dans lequel ils mirent en forme l'information sous forme de minute. La nécessité de verser les archives du notaire après son décès auprès des institutions urbaines s'explique par la valeur probatoire de la minute notariée, matrice en puissance d'*instrumenta* originaux. Si ces derniers venaient à être détruits ou perdus, le minutier pourrait s'y substituer ; en cas de doute sur l'authenticité d'un document produit dans un procès, les statuts de 1360 prévoient que l'on devra convoquer le notaire, seul à même de produire le document original, c'est-à-dire la minute, capable d'invalider la copie<sup>77</sup>. Contre la production de faux documentaires, la falsification d'*instrumenta* et autres manigances de notaires corrompus, la législation œuvre pour protéger les particuliers. Conscients des risques encourus (une amende comprise entre 500 et 4000 livres, l'indemnisation des personnes lésées et l'interdiction d'exercer le métier de notaire), certains notaires verrouillent toujours davantage leurs registres afin d'éviter toute forme de contestation : les traditionnels témoins, le lieu, la date et le *signum* apposé par le notaire, ou quelques signatures autographes de clients<sup>78</sup>, en sont les moyens les plus connus. Il en est d'autres, qui participent de l'écriture de soi et de la manière dont les minutiers se font journaux intimes : dans les dernières pages de l'un de ses registres, le notaire Agostino *de Martinis* s'adresse au lecteur à la première personne du singulier pour lui narrer l'une de ses mésaventures :

À partir de la mi-septembre, et pendant les mois d'octobre, novembre et décembre, il n'y a pas eu de contrats parce que, étant au service des cardinaux Savelli et Colonna, captifs dans le château Saint-Ange, moi, pauvre Agostino, j'ai été capturé et conduit en galère, sur ordre du roi de Naples, à Castro Novo où je fus retenu prisonnier ; en fin de compte, j'ai été libéré contre une rançon de 3000 ducats<sup>79</sup>.

<sup>76</sup> CORBO 1984, p. 50 ; LOMBARDO 2012.

<sup>77</sup> RE 1880, I, 35 (*De suspitione instrumenti*).

<sup>78</sup> ASR, CNC, 263, f. 429r (Della Valle, v. 1498-1499) ; ASR, CNC, 1479, f. 30r-31r (Anguillara, 1471).

<sup>79</sup> ASR, CNC, 1082, f. 400r, décembre 1483 : *De mensibus septembris a medietate, octobris, novembris et decembris, nulli sunt contracti, quia, ad servitio reverendissimorum dominorum cardinalium Sabelli et Columpne captivorum in castro Sancti Angeli,*

Or Agostino n'a pas pour habitude de se confier ainsi dans ses cahiers. La raison qui le pousse à rédiger cette note autobiographique est tout autre : il cherche manifestement à se prémunir contre une éventuelle falsification de son registre et contre la production de faux *instrumenta* qu'on lui attribuerait à son insu. Au-delà de l'écriture de soi, l'existence de cette attestation, validée par le *signum* d'Agostino apposé au bas de la page, vise à certifier la fiabilité du registre notarié dans son ensemble : le notaire prévient ainsi une hypothétique accusation d'individus malveillants qui pourraient l'accuser d'avoir perdu les minutes correspondant à de faux instruments qu'ils auraient forgés, remettant en cause ainsi la tenue et la conservation de ses registres. Une note similaire vient conforter cette hypothèse : en 1469, le même notaire raconte s'être rendu à Padoue entre le 23 mai et le 1er juillet, ajoutant : *et adeo de mense junii non extendo contractum*<sup>80</sup>. Agostino innove en inventant une nouvelle pratique d'authentification des actes qu'il produit, qui est en même temps une pratique d'invalidation des faux documentaires. Préserver l'intégrité du minutier, qui ne doit présenter aucune solution de continuité dans la succession chronologique des actes, est devenu un enjeu majeur du métier de notaire, véritable auteur de son texte.

#### Hétérogénéité du groupe des notaires romains

Toutefois, d'un point de vue quantitatif, la masse documentaire que représentent les notaires est bien moindre que pour les villes d'Italie septentrionale à la même époque. En outre, à Rome comme ailleurs, les notaires n'offrent qu'un angle de vue restreint sur les réalités socio-économiques d'une ville : ils ne renseignent que leur quartier (pour la plupart), leur clientèle, bref ils ne proposent qu'un éclairage ponctuel et momentané. La surreprésentation de certains quartiers de Rome déséquilibre quelque peu l'étude des réalités socio-économiques et représente un biais insurmontable de la documentation. Dans une certaine mesure cependant, cette répartition mouchetée des actes notariés – « en peau de léopard » pour reprendre l'expression d'Ivana Ait<sup>81</sup> – reflète la distribution inégale de la population et des activités au sein du territoire urbain, entre centres et périphéries. Mais cette hypothèse n'explique pas tout.

*ego infelix Augustinus captus fui, ductus juxta regis Neapoliti in galea, demum positus in Castro-Novo regio, et bene custoditus ibi, denique liberatus de castro fidejussoribus de tribus milibus ducatis. Il rentre à Rome le 21 décembre. Le montant de 3000 ducats correspond bien sûr à la rançon des deux cardinaux, et non à celle du seul Agostino.*  
TROADEC 2015.

<sup>80</sup> ASR, CNC, 1082, f. 125r: *1469 die XXIII maii recessi ab Urbe et petii Civitatem paduanam et non redivi usque ad primam diem mensis julii sequentis et adeo de mense junii non extendo contractum.*

<sup>81</sup> AIT 1996a, p. 18-22.

L'une des raisons de la conservation lacunaire des notaires romains, souvent déplorée, tient aussi à leur faible sens de la mémoire<sup>82</sup> : le souci de la transmission d'un savoir historique est absent chez la grande majorité d'entre eux, dont le niveau culturel – à en juger par leur calligraphie, le peu de soin apporté à leurs registres ou leur maîtrise du latin<sup>83</sup> – est très hétérogène. La plupart se contentent d'enregistrer quelques notes rapides et approximatives, sous forme de brouillon, et considèrent que l'affaire du moment présent sera bientôt obsolète, dépassée, oubliée. La manière dont les registres ont été tenus témoigne de leur manque de rigueur. Il est vrai que cette impression de désordre provient en partie de la réorganisation des fonds notariés par les archivistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, sur l'ordre des cardinaux G.B. Spinola, A. Albani et S. Valenti : les registres et feuilles volantes des notaires furent reliés entre eux suivant un agencement parfois arbitraire<sup>84</sup>. L'ordre chronologique est parfois très aléatoire et de nombreuses pages manquent, et ce, malgré les injonctions des autorités publiques à la bonne tenue des registres : le notaire ne doit rien omettre lorsqu'il met par écrit les requêtes de ses clients et cela, avant de quitter le lieu où s'est conclu le contrat « afin que la vérité ne soit pas altérée par défaut de mémoire »<sup>85</sup>. Dans les faits, ces prescriptions n'étaient pas toujours respectées : certains notaires, peu fiables, sont incapables de renseigner des informations pourtant essentielles, comme le nom des témoins, les confins délimitant le terrain vendu<sup>86</sup>, ou le prix de la transaction<sup>87</sup>. Plus grave encore, c'est parfois l'identité même des protagonistes qui est oubliée<sup>88</sup> !

À l'inverse, une petite élite se détache au sein du groupe des notaires romains, dont Agostino *de Martinis*, Pietro *de Meriliis* ou Giovanni *de Michaelis*. La tenue impeccable de leurs registres manifeste leur grand professionnalisme et un souci de la conservation, de l'archivage et de

<sup>82</sup> *Ibid.* On a ainsi perdu les registres des deux notaires de la corporation des *speziali*.

<sup>83</sup> Les contrats rédigés en langue vernaculaire sont extrêmement rares et lorsque c'est le cas, il s'agit d'actes en toscan et non en dialecte romain : AURIGEMMA 2001a; MIGLIORINI 1948.

<sup>84</sup> Les index et rubriques qui accompagnent certains registres notariés datent pour la plupart de cette époque. LORI SANFILIPPO 1992b, p. 418.

<sup>85</sup> RE 1880, I, 32 (*Quod notarius scribat substantialiter dicta testium*) et 113 (*De notariis*).

<sup>86</sup> ASR, CNC, 920, f. 89v-90r, 14 mars : location d'un terrain *extra portam Latinam in loco qui dicitur [blanc] fines [blanc]*; ASC, A.U., Sez. I, 254, f. 1r, 8 janvier 1460, vente d'une vigne.

<sup>87</sup> ASR, CNC, 1172, f. 27v-28r, 16 janvier 1475; ASR, CNC, 920, f. 59rv, 19 novembre 1463, f. 86v, 16 mars 1476. D'une manière générale, les actes de ce notaire (*Sanctus de Odeschis de Sutro* pour ne pas le nommer) sont dans un mauvais état de conservation, souvent incomplets.

<sup>88</sup> ASR, CNC, 565, f. 6rv, 20 octobre 1457 : *Magnificus vir Mathiutus de Branchaleonibus de Monte Leono [...] locavit in perpetuum Simoni [blanc] idest quoddam ipsius casarenum situm in regione Columpne*; ASR, CNC, 1110, f. 191rv, 10 mai 1479 : contrat de fiançailles *inter viros nobiles Evangelistam Laurentii Martini de Lenis de rione Pinee [...] et nobilem juvenem dominum Petrum filium quondam [blanc] de Capranica*.

la transmission de leurs écrits à la postérité. Même la mise en page de leurs minutiers contraste avec l'absence de composition des autres notaires : l'aération des registres d'Agostino *de Martinis* par exemple est ménagée par l'ajout de marges latérales qui portent un résumé du contenu de la minute. Cette pratique d'écriture vise très certainement à faciliter, pour le notaire ou pour un autre destinataire, la consultation du registre. Certains de ces notaires ont une si grande maîtrise du latin qu'ils peuvent s'affranchir des formulaires « prêts-à-copier » que fournissent les *artes notariae* : c'est le cas d'Antonio *de Thomeys*. L'un de ses registres contient un acte original daté du 24 juillet 1460, qui atteste la perte de virginité d'une petite fille de six ans, Paulina, après une chute dans l'escalier de la maison familiale<sup>89</sup>. Après qu'elle a été examinée par un aréopage d'honnêtes femmes qui certifient, devant témoins, de son état, le notaire inventa un texte afin de prémunir Paulina contre tout éventuel différend qui pourrait survenir au moment de son mariage.

La professionnalisation de cette élite notariale se traduit également par l'apparition du *studio*, c'est-à-dire d'un bureau dans lequel le notaire reçoit sa clientèle – à l'exception de ses clients les plus prestigieux. Les notaires que je viens d'évoquer se dotent d'une étude notariale à leur domicile à partir du milieu du XV<sup>e</sup> siècle : Antonio *de Thomeys* dès 1459<sup>90</sup>, Giovanni *de Michaelis* en 1489<sup>91</sup>. Agostino *de Martinis* quant à lui agrandit son étude – le *studio* attesté à partir de 1468<sup>92</sup> – en y adjoignant un *antestudio* quelques années plus tard, preuve que sa clientèle s'est agrandie et que son affaire a prospéré<sup>93</sup>. Il est clair que certaines études notariales regroupent plusieurs notaires associés et cette évolution démontre fort bien l'ascension sociale d'une partie des notaires romains dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle. D'autres notaires, comme Evangelista *de Bistucci*, sont plus modestes : originaire de Giano en Ombrie, Evangelista ne fait pas partie de la noblesse citadine romaine<sup>94</sup>. C'est dans sa maison qu'il exerce son métier et reçoit les habitants du quartier, dans une pièce qu'il partage avec une petite épicerie. Pas de portique à colonnes ni de *studiolo* chez Evangelista, dont l'activité de notaire est la principale source de revenus : il ne possède ni *casale*, ni troupeaux et n'exerce aucune activité commerciale. Il possède en revanche un petit patrimoine, composé de quatre maisons dans le *rione Trevi* – dont il retire une petite rente immobilière – et d'un terrain avec *cannetum* situé intra-muros.

<sup>89</sup> ASR, CNC, 1774, f. 74rv, 24 juillet 1460. TROADEC 2015.

<sup>90</sup> ASR, CNC, 1774, f. 19rv, 16 mai 1459 : *Actum Rome in rione Columpne in domo mey notari videlicet in studio*.

<sup>91</sup> ASR, CNC, 1135, f. 533v, année 1489 : *Actum in studio domus mei notarii*.

<sup>92</sup> ASR, CNC, 1082, f. 95r, 24 mars 1468 ; f. 104r, 13 juillet 1468 ; f. 108v-109r, 19 octobre 1468 ; f. 109v, 22 octobre 1468 ; f. 110r, 23 octobre 1468 ; f. 110v, 28 octobre 1468 ; f. 113v, 21 novembre 1468.

<sup>93</sup> ASR, CNC, 1082, f. 302v, 31 août 1477 ; f. 303r, 1er septembre 1477 ; f. 317r, 7 janvier 1478 ; f. 365v, 13 mars 1480.

<sup>94</sup> Il est citoyen romain, mais sa famille n'est pas citée dans les *Nuptiali* d'Altieri.

Comme cela est courant, cette élite notariale endosse par moments le rôle de chroniqueurs de l'histoire de leur ville. Parce qu'ils bénéficient du « droit d'être crus »<sup>95</sup>, ils se portent garants de l'authenticité des événements relatés : la valeur testimoniale de leurs écrits assure l'historicité des faits. Dépasant leur strict rôle professionnel, ils se font auteurs au sens littéral du terme<sup>96</sup>.

Certains notaires mentionnent simplement la mort d'un pape ou d'un cardinal au détour de leurs cahiers, ou bien consignent une inondation du Tibre ou un tremblement de terre : Lorenzo *de Bertonibus* précise l'heure du séisme qui toucha Rome dans la nuit du 15 mars 1477 et souligne que les dégâts matériels furent minimes<sup>97</sup>. D'autres s'adonnent à l'art de la chronique dans un cahier séparé : c'est le cas de Gaspare Pontani, notaire du *Nantiporto*, qui écrivit une histoire de Rome entre 1481 et 1492<sup>98</sup>. Ces chroniques, ainsi que quelques trop rares « écrits ordinaires », viennent atténuer un peu le regret de n'avoir conservé aucun de ces livres de « marchands-écrivains » que peuvent offrir d'autres villes, ni aucune *ricordanza* si l'on excepte le cas de Stefano Caffari<sup>99</sup>. Parmi ces écritures ordinaires, signalons également les livres de comptes de Maddalena, une épicière du Trastevere au début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>100</sup>, d'Ansuino de Anticoli<sup>101</sup> et celui de Mariano de' Alessandrini que j'ai découvert dans les archives du Saint-Sauveur<sup>102</sup>.

#### *À la marge : sources littéraires, épigraphiques et archéologiques*

Ponctuellement, mon analyse s'est aussi appuyée sur d'autres types de sources qui, confrontées à un corpus déjà fourni, se sont avérées riches d'enseignements. Je pense tout d'abord aux sources narratives : quelques passages des *Commentaires* de Pie II, des *Nuptiali* de Marco Antonio Altieri, des biographies pontificales – celle de Nicolas V par Giannozzo Manetti ou celle de Paul II par Michele Canensi – seront cités. Les écrits des humanistes, comme Le Pogge, Platina ou Benedetto da Piglio donnent un autre regard sur la société romaine. Surtout, les récits des chroniqueurs romains nous donnent accès à une représentation indigène et contemporaine des événements. Sept chroniques,

<sup>95</sup> ARNALDI 1966, p. 303.

<sup>96</sup> REDON 1997.

<sup>97</sup> ASR, CNC, 228, f. 23v : *Memoria Nota Qualiter dicto die XV mensis martii 1477 Circha VIII vel novam horam noctis. In urbe fuit Terramutum.*

<sup>98</sup> PONTANI. Par ailleurs, trois de ses registres sont conservés pour les années 1468-1524 : ASR, CNC, 1313, 1314 et 1315.

<sup>99</sup> ASC, A.U., Sez. I, 246-247 (1424-1454). Ce livre de famille a été rangé par erreur parmi les registres notariés. Il est en partie édité : COLETTI 1885-1886 ; MODIGLIANI 2003a.

<sup>100</sup> PETRUCCI 1978. Voir chapitre 3.

<sup>101</sup> GAUVAIN 2014. Voir chapitre 4.

<sup>102</sup> ASR, S. *Salvatore*, 454, no 54 « Varii ricordi de suoi interessi fatti e scritti di sua propria mano da Mariano Alessandrini ». Voir chapitre 4.

toutes éditées, couvrent le XV<sup>e</sup> siècle, en particulier la décennie 1480. J'y ai joint des auteurs non romains, dont un roman dialogué espagnol écrit en 1528, *La Lozana Andalusia* dont l'auteur, Francisco Delicado, vécut vraisemblablement à Rome dans les années qui précédèrent le Sac de 1527<sup>103</sup>. Parmi les chroniqueurs romains, Paolo Dello Mastro, qui appartient à l'une des grandes familles de la noblesse citadine (les *de Magistris*), est particulièrement bien connu grâce son testament<sup>104</sup>. Né vers 1410-1415, il se maria en 1437 et mourut vraisemblablement en 1486 : son *Memoriale* commence en 1422 par l'évocation d'une crue du Tibre, reprend en 1431 et s'achève en 1484. À travers sa chronique, on voit apparaître non seulement son entourage mais aussi une partie de la société de son quartier, le *rione* Ponte, marchands florentins comme Leonardo Giunta et illustres Romains comme Stefano di Francesco Crescenzi : le récit des luttes de faction témoigne de la fidélité des Dello Mastro au clan Orsini, dont font également partie les Crescenzi. La comparaison entre ce document et le testament du père de Paolo, Benedetto, rédigé en 1461<sup>105</sup>, montre l'enrichissement de la famille dans le commerce du drap et l'accroissement de leur patrimoine : Paolo possède plusieurs maisons dans le *rione* Ponte, plusieurs boutiques et des terrains situés au-delà de la porta Castello dans l'actuel quartier des Prati. Sa chronique, rédigée dans le dialecte romain, se distingue des autres chroniques romaines car elle s'apparente davantage à un livre de famille, réservé à un usage personnel et privé. Même si tel n'était pas leur objet, ces sources littéraires, dont certaines relèvent pourtant de la fiction, lèvent le voile sur les réalités socio-économiques de leur temps : leur usage est-il pertinent pour écrire une histoire économique et sociale ? Longtemps discréditées et négligées par les historiens, leur intérêt a été récemment réhabilité<sup>106</sup> puisque la narration repose par moments sur des « effets de réel »<sup>107</sup>, qui livrent un éclairage ponctuel sur le prix d'une denrée ou le montant d'un loyer.

Enfin, les sources épigraphiques<sup>108</sup> et archéologiques, trop peu exploitées à mon sens par les historiens de la Rome du Quattrocento, viennent compléter le corpus documentaire : pierres tombales et inscriptions insérées dans l'espace urbain ont inspiré certains passages de ce livre quant aux relations de parenté, à la construction de la mémoire familiale ou au rapport à l'antiquité<sup>109</sup>. Quant aux données archéologiques, l'étude consacrée par Paolo Güll à la céramique<sup>110</sup>, les

<sup>103</sup> DELICADO ; MIGLIO 2004.

<sup>104</sup> ASR, CNC, 648, f. 144r-147r, 24 octobre 1486 : SPOTTI 1986, avec l'édition du testament p. 625-630.

<sup>105</sup> ASR, CNC, 1239, f. 250r-254v.

<sup>106</sup> ARNOUX 2011.

<sup>107</sup> BARTHES 1968.

<sup>108</sup> FORCELLA 1869-1884 ; GARMS – JUFFINGER – WARD-PERKINS 1981. Il s'agit d'un catalogue des pierres tombales romaines jusqu'aux années 1430.

<sup>109</sup> Voir chapitres 5 et 6.

<sup>110</sup> GÜLL 2003. Voir chapitre 3.

fouilles de la Crypta Balbi et de la zone des *fora* analysées par Roberto Meneghini, Riccardo Santangeli Valenzani et Chiara Raimondo<sup>111</sup> apportent des éléments inédits et fondamentaux pour comprendre la place de la production artisanale dans l'économie urbaine mais aussi l'organisation de l'espace urbain et l'évolution des manières d'habiter. Il faut signaler également les recherches conduites par le laboratoire d'archéologie médiévale de l'Università di Roma Tor Vergata, sous la direction de Marco Vendittelli, Sandro Carocci, Alessandra Molinari et Nicoletta Giannini, et en particulier le projet *Forma Urbis digitale di Roma medievale*<sup>112</sup>.

\* \*  
\*

Mobiliser, manipuler, confronter un corpus aussi fragmentaire nécessite un travail constant de « remplissage » ou « rétrodiction » :

On finit ainsi par se faire une certaine idée des compossibles d'une époque donnée, par savoir ce à quoi on peut ou ne peut pas s'attendre de la part des gens de cette époque ; c'est ce qui s'appelle avoir du sens historique, comprendre l'âme antique, sentir le climat du temps : car toutes ces inférences sont le plus souvent inconscientes ou du moins, par esprit de sérieux et convention de genre, tacites. Seuls les épigraphistes ont la lucidité de parler de « mise en série ». De fait, le raisonnement auquel la rétrodiction ressemble le plus est la mise en série<sup>113</sup>.

À la manière de l'épigraphiste, l'historien doit reconstituer patiemment la chronologie des parcours individuels, des trajectoires familiales, de l'histoire d'un bien foncier ou immobilier<sup>114</sup>. Les lacunes de la documentation romaine invitent, après la mise en série des données, après le long travail de prosopographie, à cette « rétrodiction » : car les hiatus, les silences de cette documentation très fragmentaire obligent le chercheur à la déduction, ce que j'ai tenté, avec une grande prudence, pour cette recherche.

L'objet de cet ouvrage est de comprendre les transformations qui affectèrent l'économie et la société romaines entre la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit donc ni d'une histoire quantitative, ni d'une histoire désincarnée : mon approche résolument dans la perspective de la « nouvelle sociologie économique », c'est-à-dire d'une histoire économique qui privilégie le dialogue entre histoire, économie et anthropologie<sup>115</sup>. Ainsi,

<sup>111</sup> MENEGHINI 2004 ; RAIMONDO 1996 ; *Archeologia della produzione* 2016.

<sup>112</sup> Voir notamment GIANNINI – MOLINARI 2015 ; voir également GIANNINI – MOLINARI 2014 et GIANNINI 2015.

<sup>113</sup> VEYNE 1971, p. 194-234, p. 203-204.

<sup>114</sup> Sur l'exploitation sérielle des registres notariés, voir notamment LEE 1984.

<sup>115</sup> Voir par exemple l'introduction et la conclusion de L. Feller, A. Gramain, F. Weber, dans *La Fortune de Karol. Marché de la terre et liens personnels dans les Abruzzes au Haut Moyen Âge*, Rome, 2005.

l'étude macro-économique présentée dans le premier chapitre a pour vocation d'éclairer les vécus socio-économiques décrits dans les chapitres suivants. L'attention aux acteurs est au cœur de l'esprit de cette recherche : c'est la raison pour laquelle je me suis concentrée sur l'étude des milieux populaires et de la noblesse citadine romaine, écartant volontairement les barons dans la mesure où ils ne sont que très rarement en contact avec le reste de la société romaine et qu'ils n'interviennent pas directement dans l'économie urbaine. La mobilité sociale est en revanche très forte dans les deux autres « groupes » sociaux et ce sont leurs comportements, leurs attitudes collectives ou individuelles que j'ai voulu étudier en imbriquant autant que possible histoire économique et sociale, mais aussi histoire politique, culturelle ou histoire de représentations. Ce postulat méthodologique est fondamental pour rendre compte du fonctionnement des sociétés médiévales – et des sociétés en général à mon avis – et va à l'encontre de la manière dont les économistes étudient les faits économiques aujourd'hui, imposant de manière conquérante une conception formelle et désincarnée de l'économie : l'axiome sur lequel elle repose postule que les individus cherchent systématiquement à maximiser leurs profits. Contre cette rationalisation des comportements, les historiens portent le regard vers la culture matérielle, vers les significations sociales mais aussi culturelles ou politiques des pratiques économiques, vers les représentations indigènes et la production d'un discours sur la société. Dès lors, ils prônent « une définition substantive de l'économie, désignant par là les aspects matériels de la vie sociale, production, circulation, distribution des "richesses" »<sup>116</sup>. Je partage pleinement cette manière de concevoir l'économie comme une science humaine, plus que comme une science exacte. Paul Jorion, anthropologue et économiste, l'exprimait en ces termes : « l'économie, c'est l'interaction humaine vue dans la perspective du prix : c'est une manière d'envisager l'activité des hommes en portant sur elle un certain regard »<sup>117</sup>.

C'est dans ce cadre que s'inscrit ce livre, qui s'articule autour de six chapitres : le premier s'attache à montrer, d'un point de vue macro-économique, comment la présence du pape et de la curie à Rome à partir du pontificat de Martin V a provoqué une croissance démographique et économique sans commune mesure, mais aussi comment celle-ci détermine des rythmes et une respiration économique spécifiques à la Rome du Quattrocento. Ce lien de dépendance entre la construction des États pontificaux, l'affirmation de l'autorité pontificale sur la ville et la croissance économique m'amène à poser la question de l'encadrement de l'économie par la papauté : c'est notamment à travers la question de l'approvisionnement de Rome et de la politique annonciatrice mise en oeuvre par le pape que sera abordée cette

<sup>116</sup> COQUERY – MENANT – WEBER 2006, « Introduction », p. 11-29, p. 11-12.

<sup>117</sup> JORION 2010, p. 20.



thématique. Enfin les critiques formulées par les Romains à l'encontre de l'ingérence pontificale dans l'économie romaine participent d'un discours de crise qui contraste de manière étonnante avec les données quantitatives de la croissance économique.

Afin de vérifier l'idée d'une rupture entre le second XIV<sup>e</sup> siècle et le début du XV<sup>e</sup> siècle, il paraissait naturel de s'intéresser d'abord à l'économie rurale et aux relations entre la ville et sa Campagne. Le *casale* – grand domaine foncier de la Campagne romaine et unité d'exploitation agricole – était au centre même du fonctionnement économique de Rome au cours de la seconde moitié du Trecento, mais aussi de l'émergence d'un nouveau groupe social, celui des *bovattieri*. C'est ce modèle qui est mis à l'épreuve au siècle suivant, notamment du fait de la baisse de la rente foncière et du réinvestissement des capitaux dans l'économie urbaine. Dès lors, quelles sont les recompositions qui affectent la Campagne romaine et le *casale*? Comment évoluent les structures de production, entre céréaliculture et grand élevage transhumant? C'est à la lumière des évolutions de la demande et du marché des consommateurs que devront être lues les nouvelles stratégies d'investissement des Romains dans le *contado*.

Le réinvestissement des capitaux dans l'économie urbaine me conduit à étudier, dans un troisième chapitre, les activités de production artisanale et de commercialisation à Rome. J'aborderai tout d'abord la délicate question de la production artisanale dans une économie qui fut souvent décrite comme « parasitaire » et improductive. Puis, ce sont les conséquences de la croissance économique sur la répartition géographique des activités au sein de l'espace urbain qui seront envisagées, à travers la mise en évidence d'un polycentrisme romain. Enfin, parce que ce sont en définitive deux métiers qui illustrent parfaitement le profil économique de Rome, j'ai consacré une étude approfondie aux métiers de l'alimentation, et plus précisément aux poissonniers et aux bouchers. À travers eux, c'est à la fois l'ascension sociale spectaculaire de certains individus et de certains groupes sociaux qui apparaît, mais aussi l'hétérogénéisation des groupes sociaux et partant, l'accentuation des inégalités sociales dans la Rome du Quattrocento.

Après avoir envisagé les milieux populaires et la mobilité de ces élites artisanales et marchandes, c'est la noblesse citadine romaine qui a retenu mon attention. Le quatrième chapitre est par conséquent consacré à la diversification de leurs pratiques économiques et à la mise en évidence d'attitudes collectives qui caractérisent différents profils au sein de l'ancien groupe des *bovattieri*. À la cohésion qui, dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, unissait très fortement ce groupe social, succèdent là encore une complexification et une hétérogénéisation du groupe, au sein duquel les écarts et les inégalités sont de plus en plus marqués. Parmi les nouveaux secteurs d'investissement des anciens *bovattieri*, se distinguent le grand commerce, la *spezeria*, la spéculation immobilière mais aussi l'obtention de charges municipales et d'offices à la curie. Ces derniers constituent l'une des voies

privilégiées de l'enrichissement et de l'ascension sociale au sein d'une noblesse citadine qui entre en concurrence avec les milieux curiaux.

Le cinquième chapitre porte sur la production d'un nouvel espace urbain, conséquence directe des évolutions socio-économiques décrites dans les chapitres précédents. Envisageons tout d'abord les politiques édilitaires mises en œuvre par la papauté, la *renovatio Urbis* qui vit la naissance d'un nouveau paysage urbain. La restructuration du réseau viaire, l'ouverture de nouveaux chantiers de construction et l'édification des palais cardinales modifient considérablement l'espace urbain et sont l'une des meilleures traductions de la croissance démographique et économique et de l'importation des capitaux étrangers. Ce cadre général est nécessaire pour comprendre comment les Romains se sont adaptés à ce nouveau territoire, à la fois dans leurs manières d'habiter mais aussi par leurs investissements massifs dans le secteur immobilier. C'est en effet leur rapport à leur propre espace urbain qui ressort radicalement modifié, aussi bien du point de vue économique que social et culturel, dans la mesure où ils commencent à penser la ville dans sa globalité, dépassant les frontières du *rione*. L'analyse du marché immobilier est particulièrement révélatrice de ce nouveau rapport au territoire, mais aussi des mouvements et des rythmes économiques comme de l'accentuation des inégalités sociales.

Dans ce contexte de compétition sociale, comment les individus se sont-ils adaptés et sont-ils parvenus à maintenir leur statut social? L'objet du sixième chapitre est donc d'étudier les mécanismes par lesquels les familles romaines, et plus particulièrement la noblesse citadine, ont cherché à se perpétuer et à maintenir leur rang. La transmission du patrimoine, les pratiques successorales et les stratégies matrimoniales seront au cœur de ce questionnement. L'encadrement de l'inflation dotale par les normes somptuaires témoigne de la concurrence entre familles nobles, tout comme les cérémonies obéissent à l'impérieuse nécessité de la visibilité et de la reconnaissance au sein d'une société de cour. Enfin, c'est par la construction d'une mémoire familiale, par la construction de généalogies mythiques et la convocation des références antiques que se pérennise la noblesse romaine.